

Des portes s'ouvrent dans la Chine nouvelle



Les droits de

négociation -

un enjeu décisif

uni

UNI et la Chine
mars 2007
www.uniglobalunion.org

Report

UNI/Press/02/2007/0045

Les droits de syndicalisation et de négociation - Des objectifs décisifs

Accroître la syndicalisation et élargir les négociations collectives, tels sont les objectifs fondamentaux de l'action d'UNI en Chine, alors que les multinationales s'affichent ostensiblement dans ce pays, dont l'économie est l'une des plus grandes du monde et la croissance l'une des plus rapides.

La visite effectuée en Chine en octobre 2006 par UNI Secteur graphique Syndicat mondial coïncidait avec l'annonce d'une avancée de la part de la très officielle Fédération des syndicats de Chine, qui a obtenu la reconnaissance de Wal-Mart malgré la résistance de cette multinationale, qui compte déjà 62 magasins dans cet immense pays. En octobre, UNI Graphique s'est rendu dans une grande entreprise de Shanghai rattachée à un autre géant américain - RR Donnelley, la plus grande multinationale de l'imprimerie du monde - et a pu constater que les négociations collectives étaient très limitées.

"UNI veut que les multinationales acceptent les syndicats partout où elles opèrent, y compris en Chine - tel est le raisonnement qui motive notre campagne pour la signature d'accords mondiaux avec ces multinationales géantes" a dit Philip Bowyer, Vice-Secrétaire général d'UNI, à Pékin.

"Nous voulons aussi, dans le cadre de notre mission, aider les travailleurs chinois à affronter les énormes changements qui bouleversent leur pays, et renforcer leur capacité à traiter avec les multinationales venues de l'étranger - dont beaucoup auraient tendance à résister à tout programme constructif de négociations." Malgré la législation qui les oblige à reconnaître les syndicats, plus de la moitié des multinationales de Chine ne sont toujours pas organisées.

UNI Graphique prépare déjà une table ronde de suivi en Chine dans le courant de cette année, à laquelle participeront les affiliés d'UNI-Asie & Pacifique et d'UNI Graphique avec des représentants syndicaux d'entreprises chinoises d'imprimerie et d'emballage et de grandes multinationales du secteur établies en Chine.

L'intensification des contacts avec les travailleurs chinois et leurs syndicats était déjà inscrite dans le plan d'action quadriennal d'UNI Graphique, présenté lors de sa conférence mondiale de novembre 2006 à Brighton.

UNI Graphique procédera à un inventaire des faits nouveaux dans le secteur graphique en Chine, élargira ses contacts avec les syndicats et avec l'organisation faïtière officielle, l'ACFTU et veillera à ce que les accords-cadres mondiaux conclus avec des multinationales actives en Chine garantissent les droits du travail aux travailleurs chinois du secteur graphique.

D'autres secteurs d'UNI vont certainement emboîter le pas à UNI Graphique en Chine, notamment UNI Commerce, qui a probablement des raisons de rendre visite aux multinationales Wal-Mart, Carrefour, Metro et Tesco dans ce pays.

Tout a commencé avec l'envoi d'une délégation d'UNI au plus haut niveau à Pékin en décembre 2004, et avec l'approbation, par le Congrès mondial d'UNI à Chicago en 2005, d'une politique générale pour la Chine visant à développer les relations avec les travailleurs chinois, intensifier les activités avec les syndicats démocratiques de Hong-Kong, Macao et Taiwan, et établir des liens avec les observatoires des droits du travail et



Photos de la page de couverture:
Scène de rue à Shenzhen
UNI Secteur graphique en visite à l'usine
RR Donnelley de Shanghai

autres groupes faisant campagne en Chine et dans les pays avoisinants. Plusieurs autres Syndicats mondiaux sont déjà actifs en Chine.

Le Parti communiste chinois a adopté le libéralisme et a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce tout en maintenant une emprise politique rigide sur le pays.

En Chine, la pauvreté a reculé grâce à une croissance économique époustouflante depuis les vingt dernières années, stimulée par d'énormes investissements étrangers. Mais des millions d'emplois traditionnels disparaissent et l'on voit se creuser l'écart qui sépare les riches provinces côtières industrialisées des régions rurales pauvres à l'intérieur du pays. Durant le séjour d'UNI Graphique en Chine, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures pour améliorer la formation et réduire la pauvreté parmi les populations rurales.

"Ce sera un processus à double sens" a dit Christopher Ng, Secrétaire d'UNI-Asie & Pacifique, qui s'exprimait devant un magasin de Wal-Mart à Shanghai.

"D'une part, le renforcement de la syndicalisation dans les multinationales de Chine peut aider les syndicats du monde entier à cimenter les alliances syndicales mondiales. Et dans l'autre sens, la participation accrue des syndicats de ces entreprises partout dans le monde peut contribuer à renforcer les négociations en Chine."

Par exemple, les syndicats de Taiwan, actifs dans des entreprises qui investissent lourdement sur le continent chinois - peuvent jouer un rôle direct et constructif en coopération avec les syndicats chinois dans ces filiales - a dit le Président de l'ACTWU, Usu-Chung Chang.

UNI-Asie & Pacifique a déjà inscrit à son programme de travail la traduction en chinois de solides conventions collectives, de bonnes pratiques et autres informations sur UNI, ses affiliés et leur travail.

Les tables rondes comporteront des ateliers et des groupes de travail interactif en vue d'explorer l'étendue de la coopération et les possibilités de



Magasin Wal-Mart à Shanghai

Resserrement des contacts entre travailleurs et syndicats dans les entreprises liées à des multinationales



Steve Walsh, Président d'UNI-Apro Secteur graphique rencontre les travailleurs de l'imprimerie à Shanghai

L'équilibre fragile d'une loi clairement ciblée

création de syndicats et de réseaux syndicaux. Les syndicats chinois seront invités à participer aux activités organisées par la région UNI-Asie et Pacifique, y compris par les femmes et les jeunes. Les échanges d'informations et de syndicalistes vont jouer un rôle important. L'ACFTU a récemment envoyé une équipe au Centre de formation de l'Organisation internationale du Travail à Turin, où UNI a présenté un exposé sur les accords mondiaux, qui a donné lieu à de nombreuses questions et un vaste débat. Les syndicats chinois ont ensuite passé une semaine auprès des syndicats finlandais.

Lors d'une réunion entre le syndicat postal de Shenzhen et UNI-Asie & Pacifique, le Vice-président du syndicat, Wu Yu a appelé à un développement des échanges. Les adhérents de ce syndicat vont probablement devoir affronter de grands changements maintenant que la Chine a proposé de libéraliser ses services postaux dans le cadre des négociations commerciales multilatérales sur les services (AGCS) à l'OMC.

Les syndicats chinois ont conscience de l'ampleur des défis alors que le pays a lancé une politique de "société harmonieuse" qui englobe l'investissement direct et les rigueurs de l'Organisation mondiale du commerce.

Wal-Mart avait initialement refusé de reconnaître les syndicats malgré la législation, mais la campagne de syndicalisation de ses travailleurs a finalement réussi. C'est de là qu'est né un débat sur la nature même du syndicalisme dans ce pays. Mais les enjeux, chez Wal-Mart et d'autres multinationales, ne consistent pas seulement à obtenir la reconnaissance syndicale auprès des multinationales qui n'en veulent pas dans leurs établissements à l'étranger. Il s'agit aussi de voir dans quelle mesure les travailleurs chinois sont aptes à conduire efficacement des négociations collectives, sur quels sujets, et ce qui peut arriver si les discussions tournent mal.

" Dans le libre-échange, il n'y a pas de contre-pouvoir puissant et c'est pourquoi les avantages du développement ne sont pas partagés " a dit le Président d'UNI Graphique Michel Muller en guise d'avertissement.

Personne ne s'attend à des résultats rapides et la loi va continuer de maintenir un équilibre précaire.

Mais les objectifs d'UNI, qui s'engage à long terme en Chine, comme d'autres Syndicats mondiaux, sont parfaitement clairs - il s'agit d'aider les travailleurs chinois à décrocher les droits syndicaux, le droit aux négociations collectives et le droit à un travail décent.

Cet objectif ambitieux a pour but de mettre fin à l'exploitation, établir des alliances syndicales mondiales efficaces dans les multinationales, et mettre un terme à la course au moins-disant qui est largement répandue dans l'ensemble de la Chine.

Dans les entreprises chinoises, on ne voit guère de démarcation entre la direction, le syndicat et le parti.

L'indépendance des syndicats officiels rencontre un peu partout un certain scepticisme.

Dans les entreprises étrangères, la législation seule ne suffira pas pour obliger les entreprises à reconnaître les syndicats et autoriser des négociations effectives.

Dans les milieux universitaires chinois, certains parlent de créer des syndicats "partant de la base" alors que pour l'instant, l'existence des syndicats "vient du sommet".

"La tâche la plus urgente est de créer des syndicats partant de la base, et de négocier correctement des conventions collectives en s'assurant qu'elles englobent tous les aspects principaux prévalant sur le lieu de travail," dit Dominique Muller du bureau de Hong Kong des Syndicats mondiaux. Aux Etats-Unis et en Europe, les chambres de commerce rechignent à établir de nouvelles réglementations pour la Chine, qui permettraient d'étendre la protection des travailleurs et le rôle des syndicats. Une telle réglementation contribuerait à réduire la précarité des contrats temporaires, obliger les entreprises à verser des indemnités de licenciement lorsque les contrats ne sont

pas renouvelés, et restreindre les licenciements de masse.

Les Syndicats mondiaux et les alliances mondiales de syndicats nationaux entendent contribuer à ce que les multinationales soient tenues de respecter les droits des travailleurs et qu'il soit mis fin à l'exploitation.

"Nous devons faire pression sur les institutions internationales afin qu'elles insistent auprès de la Chine pour que soient respectés les droits fondamentaux au travail énoncés par l'Organisation internationale du Travail, a dit Tony Burk d'Amicus, Royaume-Uni lors du débat sur la Chine à la Conférence mondiale d'UNI Graphique à Brighton. " Il n'est pas acceptable que la Chine ait pu entrer à l'OMC, qu'elle accueille d'énormes investissements étrangers, alors qu'elle prive les travailleurs chinois de leurs droits".

Steve Walsh, Président d'UNI-Asie & Pacifique Secteur graphique, qui faisait partie de la récente mission du Secteur en Chine, a également insisté pour que les syndicats occidentaux s'occupent aussi de la structure syndicale officielle chinoise, lorsqu'ils établissent des liens avec les travailleurs chinois. " Si nous tenons à nous engager sérieusement auprès des syndicats chinois, nous devons aussi nous occuper de l'organisation faïtière."

Il y a du pain sur la planche. Le Dr. Liu Kaiming, observateur des syndicats, définit cinq thèmes de travail pour les syndicats en Chine:

- les droits des travailleurs,
- la responsabilité sociale des entreprises,
- les pénuries de main-d'œuvre,
- le traitement des travailleurs migrants,
- l'âge minimum (non réglementé au niveau national et largement ignoré).

"Nous ne devons pas laisser ces multinationales s'installer ici et ignorer les accords mondiaux," a déclaré Michel Muller d'UNI Graphique à Shanghai.



UNI Secteur

graphique en Chine

'Nous avons du pain sur la planche'

En octobre 2006, UNI Graphique a été le premier Syndicat mondial sectoriel d'UNI à se rendre en Chine pour échanger des vues avec le mouvement syndical officiel chinois et établir des contacts directs avec les salariés des entreprises et leurs syndicats.

La planification du suivi de l'action en 2007 est déjà en cours.

"C'est un bon commencement - il y a du travail qui nous attend en Chine" a dit le Président d'UNI Graphique Michel Muller, de la FILPAC-CGT en France lorsque le groupe a quitté Shanghai.

"Nous allons devoir travailler avec les organisations syndicales de Chine, mais notre objectif est d'établir des contacts au sein des entreprises et des co-entreprises.

On estime à trois millions le nombre de travailleurs employés par des entreprises d'imprimerie et des boutiques de reprographie en Chine.

Lors de la première réunion à Pékin entre UNI Graphique et le syndicat des industries légères de Chine, qui englobe entre autres les secteurs de l'imprimerie et de la finance, les deux parties ont appelé à intensifier le dialogue et les échanges de syndicalistes - et d'explorer les domaines possibles de coopération dans un pays qui abrite bon nombre des grandes multinationales du monde, y compris le géant mondial de l'imprimerie RR Donnelley. Dans un rapport présenté à la conférence d'UNI Graphique à Brighton, Angleterre, en novembre 2006, on peut lire : "Pour UNI Graphique et ses affiliés, le défi consiste à trouver comment se rapprocher des nouvelles organisations indépendantes de travailleurs de Chine, et les encourager.

Le secteur graphique a été marqué par des fermetures et des restructurations d'entreprises aux Etats-Unis et en Europe ces dernières années, dans des multinationales comme Donnelley et Quebecor. De plus, le secteur doit faire face à des changements technologiques continus et affronter une concurrence croissante venant d'autres secteurs.

"Il est nécessaire de démultiplier l'intensité de notre activité internationale avec ces entreprises, et nous appuyons pleinement la politique d'UNI, qui vise à les convaincre d'accepter l'inclusion des droits au travail dans les accords mondiaux," a dit Michel Muller.

La mission d'une semaine menée par UNI Graphique s'est rendue dans des entreprises de Pékin et de Shanghai opérant en coentreprise avec des entreprises étrangères, dont une avec RR Donnelley.

Le secteur de la presse périodique étant considéré comme politiquement sensible, la participation des multinationales étrangères au capital est limitée à 49 %.

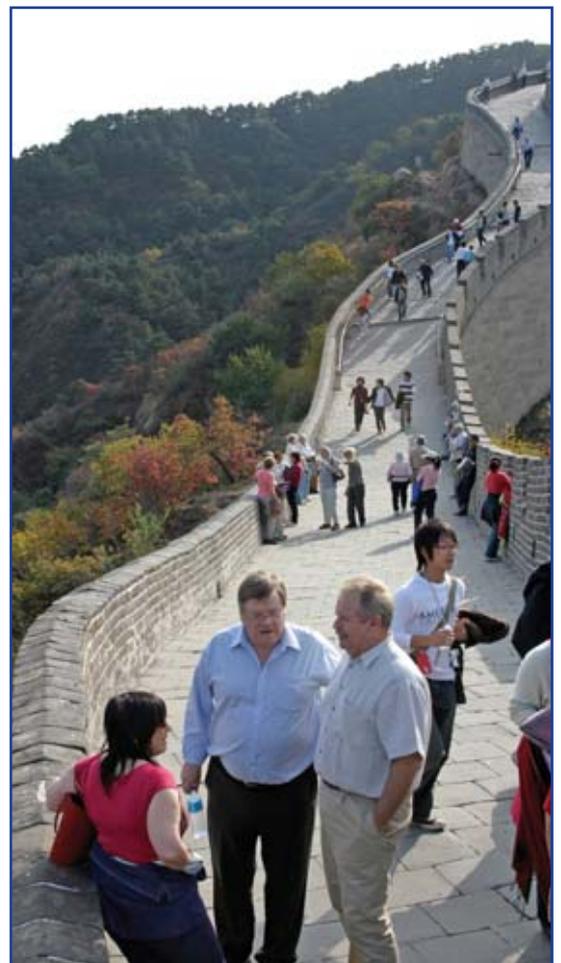
Toutes les installations visitées étaient dotées de syndicats reconnus, mais l'étendue et la portée des négociations restent très variables.

L'initiative en cours, lancée en Chine par le secteur graphique, visera probablement Donnelley, SNP Leefung Pékin et SZPC Shanghai, de même que les établissements du géant suédois de l'emballage, TetraPak et de la multinationale australienne Amcor. Toutes les parties prenantes admettent que le progrès prendra du temps.

La mission était conduite par Michel Muller, en compagnie de Philip Bowyer, Vice Secrétaire général d'UNI. Des rapports sur l'état d'avancement des travaux ont ensuite été communiqués à l'Exécutif d'UNI et à la conférence d'UNI Graphique à Brighton, Royaume-Uni. Kazunari Hasegawa, du Zen-insatsu Japon et Vice-président du secteur graphique d'UNI-Asie & Pacifique faisait partie de la mission d'UNI Graphique. Son syndicat développe les contacts avec ses homologues chinois depuis de longues années, et a déjà conduit 20 missions dans le pays à ce jour. À la conférence d'UNI Graphique à Brighton, il a déclaré que cette visite était

"un petit pas et en même temps un saut de géant pour le mouvement syndical mondial". La délégation complète d'UNI Graphique en Chine était composée de: Michel Muller, Philip Bowyer, Christopher Ng et Kazunari Hasegawa, accompagnés de Steve Walsh, Président d'UNI-Asie & Pacifique Secteur graphique, de l'AMWU Australie, Jan Oesterling du GF, Suède, Adriana Rosenzvaig, Chef d'UNI Graphique et Eiichi Ito, Directeur du Bureau d'UNI à Tokyo.

Sur la Grande Muraille : Philip Bowyer, d'UNI, avec Adriana Rosenzvaig et Michel Muller, Président d'UNI Secteur graphique.





Wal-Mart en Chine

Wal-Mart oblige à une réorientation des syndicats en Chine

Wal-Mart a - sans le vouloir - poussé les travailleurs chinois et leurs syndicats à explorer de nouvelles orientations. Le géant du commerce de détail avait initialement refusé d'accepter les syndicats dans ses 60 magasins et plus en Chine. Il a défié la loi et refusé la relation traditionnelle et paisible qui existait entre les syndicats officiels en Chine et les entreprises chinoises (et aussi avec le Parti communiste). Qu'elles soient étrangères ou chinoises, les entreprises doivent autoriser l'activité des syndicats officiels (et verser 2 % du salaire des travailleurs). Wal-Mart a dit "non". D'où un tollé de la Fédération des syndicats de Chine - le gouvernement a réaffirmé la validité de la loi et de hauts responsables municipaux et provinciaux se sont joints aux protestations dans le cadre d'une campagne orchestrée par l'ACFTU. Wal-Mart courait alors le danger de se faire la même réputation d'entreprise bafouant les communautés en Chine comme elle l'a fait un peu partout aux Etats-Unis. C'est alors que Wal-Mart a rebattu les cartes. Elle autorisera les syndicats mais ne fera pas de cadeau: les 2 % que doit payer l'entreprise seront prélevés sur les salaires des travailleurs. Ainsi, les salariés de Wal-Mart devront prouver qu'ils veulent vraiment un syndicat et l'ACFTU est mise au défi de les syndiquer quand même. Aux Etats-Unis, Wal-Mart exploite la législation du

travail, fait intervenir des briseurs de syndicats et intimide les travailleurs afin de tenir les syndicats à l'écart. Et si tout cela ne suffit pas, elle peut toujours fermer un rayon (comme ce fut le cas avec le département de découpe de viande d'un magasin aux Etats-Unis) ou fermer un supermarché complètement (p. ex. celui de Jonquière au Québec, Canada) si les travailleurs arrivent quand même à franchir tous les obstacles qui leur sont opposés en Amérique du Nord.

En Chine, la loi est clairement en faveur de la reconnaissance des syndicats (bien que de nombreuses sociétés étrangères ne s'en préoccupent pas). Mais cela s'inscrit dans le contexte d'une surveillance étroite des syndicats de la part du Parti communiste depuis des décennies, et l'étouffement des négociations collectives d'aujourd'hui au nom d'un nouveau slogan du Parti en faveur d'une "société harmonieuse". Les lignes de démarcation entre les directions, les syndicats et le parti restent brouillées. Au cours de la réunion avec UNI Graphique à Pékin, l'un des membres de la délégation de l'ACFTU s'est présenté en tant que directeur général, président du syndicat et président du parti local de l'entreprise !

Avec Wal-Mart, la démarcation est apparue immédiatement et l'ACFTU a mené sa première campagne hostile de syndicalisation. Lorsqu'un

nombre suffisant de travailleurs dans près des 20 magasins de la multinationale se sont prononcés en faveur d'un syndicat, Wal-Mart a dû concéder la reconnaissance dans l'ensemble de ses établissements.

Il est intéressant de noter que l'accord exclut les cadres exerçant des fonctions dans les syndicats locaux.

C'est alors que Wal-Mart a été invitée par les médias à expliquer pourquoi elle reconnaît les syndicats en Chine (sans parler du Royaume-Uni, de l'Amérique latine, du Japon et - jusqu'à la fin de 2006, en Allemagne, avant la vente de sa filiale) mais non en Amérique du Nord. En guise de réponse, la multinationale a invoqué la "société harmonieuse" qui caractérise les syndicats chinois.

Il n'empêche que Wal-Mart s'est arrangée pour offenser et dresser contre elle le mouvement syndical chinois.

"C'est au prix d'un immense effort que nous sommes arrivés à syndiquer ces travailleurs - et c'est donc une victoire" a dit Wang Hongze, de l'ACFTU à UNI Graphique.

"L'établissement de syndicats (chez Wal-Mart) est un tout premier pas. Nous devons protéger les droits et les intérêts des travailleurs, et faire savoir à la direction de Wal-Mart que le syndicat ne lui veut pas de mal - les travailleurs et le syndicat entendent contribuer au développement de l'entreprise."

Chicago : lancement de la politique d'UNI en Chine

C'est lors du deuxième congrès mondial d'UNI à Chicago, en août 2005, qu'il fut décidé de renforcer les contacts avec les organisations de travailleurs chinois et de les aider à développer "des syndicats libres, démocratiques et efficaces".

Cette initiative faisait suite à une visite exploratoire menée par UNI en décembre 2004, avec la délégation d'UNI-Asie & Pacifique à Pékin.

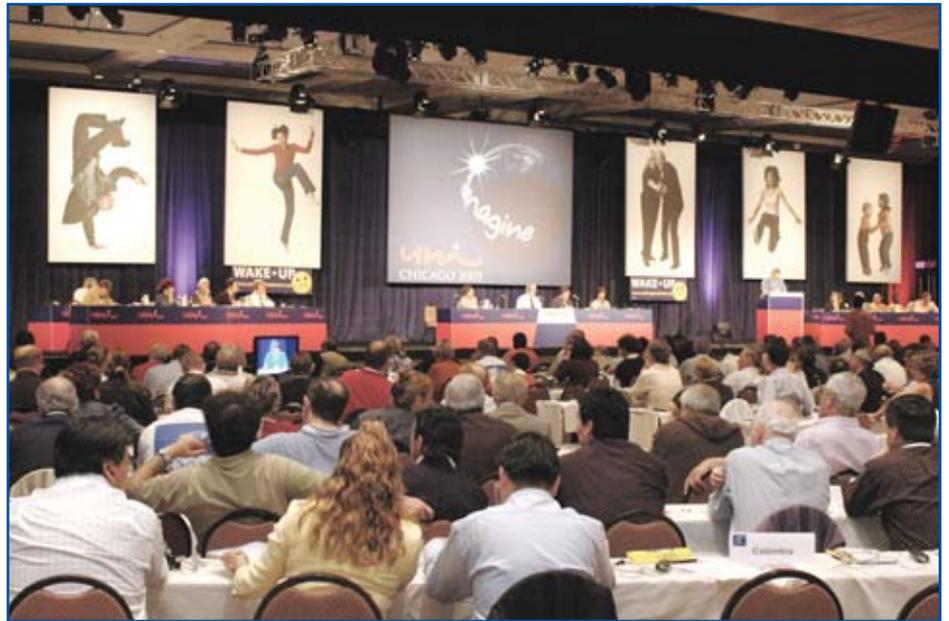
Le Congrès a reconnu que la Chine était "le pays en développement le plus dynamique et le plus important du monde". La croissance économique s'affiche à près de 10 % par année et attire les investissements directs étrangers à raison de 60 milliards de dollars par année.

Le Congrès avait mis en lumière l'émergence rapide de multinationales occidentales en Chine, qui en raison de la situation actuelle du pays, peuvent "exploiter les travailleurs vulnérables et sans protection, et s'arroger ainsi un avantage compétitif en pratiquant le dumping social". À défaut d'un travail en réseau et d'un appui international, "les travailleurs chinois livrés au capital mondial se retrouveront isolés et vulnérables".

Les actions envisagées au Congrès de Chicago prévoyaient notamment des échanges entre dirigeants et militants recrutés parmi les affiliés, et leurs homologues chinois, ainsi qu'une offre de formation aux adhérents et dirigeants syndicaux chinois.

(UNI et ses partenaires fondateurs ont organisé des cours de formation à l'intention des militants syndicaux du Vietnam voisin durant dix ans.)

Le Congrès a également appelé à faire pression sur les multinationales pour s'assurer de leur soutien dans l'amélioration des droits des



UNI à Chicago

L'Exécutif approuve les initiatives de promotion des syndicats en Chine et en Inde

travailleurs en Chine.

L'objectif est d'habiliter les organisations chinoises de travailleurs "à défendre les intérêts de leurs adhérents, participer à des négociations collectives réelles et établir les liens internationaux nécessaires pour combattre les actions négatives des multinationales mondiales".

UNI a promis d'appuyer et de développer les syndicats démocratiques de Hong-Kong, Macao et Taiwan.

"Si nous pouvons faire la preuve que vous pouvez avoir des syndicats démocratiques et indépendants à Hong-Kong, cela donnerait une forte impulsion à notre travail en Chine," a déclaré Philip Jennings, Secrétaire général d'UNI. UNI et ses affiliés réclament également de toute urgence aux gouvernements nationaux et aux institutions internationales comme le G8, l'Organisation mondiale du commerce et le Fonds monétaire international, d'insister auprès de la Chine afin qu'elle applique et respecte les conventions fondamentales de l'OIT.

Lors de sa réunion de novembre 2006, le Comité exécutif mondial d'UNI a approuvé une série d'initiatives centrées sur l'établissement de liens entre les syndicats du monde entier et les organisations de travailleurs de Chine - et le développement des syndicats dans l'autre géant économique d'Asie, l'Inde, qui connaît également une forte croissance.

L'Exécutif a pris connaissance d'un rapport sur la visite en Chine d'UNI Graphique Syndicat mondial en octobre dernier - premier secteur d'UNI à faire le voyage.

L'Exécutif mondial a approuvé le dialogue avec la Fédération des travailleurs de Chine, avec des ONG et des multinationales installées dans le pays ainsi qu'avec Wal-Mart, qui doit être la première priorité.

Christopher Ng, Secrétaire régional, rencontre à nouveau les syndicats chinois pour préciser les détails de l'organisation d'une table ronde. Un vaste projet d'activités en Chine est prévu, qui sera assorti d'activités de suivi dans l'ensemble des secteurs d'UNI.

Il est également nécessaire de conduire des activités de coordination mondiale et régionale, fut-il souligné, afin d'atteindre les objectifs prévus dans le projet.

"Les syndicats chinois n'ont pas l'expérience de la négociation avec les multinationales, et c'est là que nous pouvons les aider," a déclaré le Président d'UNI Poste, Rolf Büttner.

Les activités se poursuivent avec les affiliés de Taiwan, tandis que les initiatives de recrutement à Hong-Kong et Macao sont maintenant en cours chez DHL - avec l'appui de ver.di - ainsi que chez Disney, de même qu'auprès des gardes de sécurité et des nettoyeurs. Le secteur du jeu à Macao est également à l'examen, tandis qu'un bureau d'UNI a été ouvert à Hong-Kong, d'où Michael Siu assurera la coordination.



Réunion de l'Exécutif mondial d'UNI à Nyon

Les droits du travail, clé de la RSE en Chine

L'ICO, observatoire des droits des travailleurs, organise sa conférence à Shenzhen sur la responsabilité sociale des entreprises en Chine ...

Les droits des travailleurs devraient être au cœur du débat sur la Responsabilité sociale des entreprises en Chine, dans le cadre d'une grande conférence organisée à Shenzhen, dans le Sud de la Chine, par le "Institute of Contemporary Observation", organisme de surveillance des droits du travail basé à Shenzhen.

Frederik Dubea, représentant des Nations Unies pour le Pacte mondial de l'ONU, a invité la nouvelle "société harmonieuse" chinoise à construire une société sans perdants et à promouvoir le respect de toutes les parties prenantes.

Les droits fondamentaux au travail de l'OIT - liberté syndicale et de négociation collective, absence de discrimination et absence de travail des enfants et de travail forcé - sont " parmi les aspects majeurs de la RSE au niveau de l'entreprise," a déclaré M. Plant aux 200 participants. Il a mis en lumière la détresse de nombreux travailleurs migrants en Chine (venant d'autres provinces), qui se voient dénier une partie de leurs droits dans leur nouvelle ville d'accueil, et sont privés d'accès à tous les services y compris l'éducation gratuite. Depuis vingt ans, 150 millions de travailleurs ont quitté les zones rurales de Chine pour migrer vers les villes et contribuer au miracle économique chinois - " tout porte à croire que les migrants qui ne jouissent pas de l'égalité des droits sont fortement exposés au risque d'exploitation".

Il a également évoqué le travail forcé - " un problème qui se pose partout dans le monde" et qui est lié au trafic de main-d'œuvre en Asie. Les travailleurs sont abusés quant à la nature du travail qu'on leur a promis et doivent payer des frais d'agence disproportionnés.

" Cette variante moderne du travail sous servitude constitue une nouvelle forme d'esclavage", a dit M. Plant.

En vingt-cinq ans, l'extension de la Chine a été très rapide et régulière - faisant sortir de terre des villes totalement nouvelles comme Shenzhen, et contribuant à alimenter le développement phénoménal du delta de la Rivière des Perles. Mais le directeur de l'ICO, le Dr. Liu Kaiming, a présenté à la conférence quelques statistiques dont la Chine est moins fière - 86 millions d'emplois supprimés dans la restructuration des entreprises publiques, 625 millions de Chinois sans retraite, 654 millions sans accès aux soins médicaux et 650 millions sans assurance-chômage.



Panel de l'atelier de femmes à Shenzhen: Dr Zhang Hong, Xie Lihua et Guo Jianmei

On compte 40 millions de travailleurs migrants - dont beaucoup ont un faible niveau de formation - rien que dans la province de Guangdong, tandis que sur les 13 millions d'habitants de Shenzhen, 12 millions sont des travailleurs migrants, dont beaucoup n'ont pas les pleins droits dans leur nouvelle patrie. L'agitation sociale augmente, et 500 000 travailleurs ont mené des actions syndicales en 2003. Des pénuries de main-d'œuvre et de qualifications commencent à apparaître dans la Chine nouvelle.

Des initiatives sont en cours - qui vont des lignes directrices sur la RSE diffusées par la Bourse de Shanghai, jusqu'au programme de la société Nike pour améliorer l'éducation de base des travailleurs dans 30 usines de ses fournisseurs en Chine, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam.

L'ICO a lui-même créé un Collège communautaire pour les travailleurs migrants afin que ceux-ci puissent améliorer leurs compétences en informatique et en langues, a pris des initiatives pour remédier aux problèmes de santé, et applique des programmes dans 15 usines.

Un groupe de travail se penche sur les aspects de la RSE dans le domaine de l'égalité entre hommes et femmes et a demandé la mise en application d'une loi récente visant à éradiquer le harcèlement sexuel.

Dans les villages ruraux, les femmes ont bien peu de prérogatives, tandis que dans les villes nouvelles, elles souffrent des heures supplémentaires excessives, des bas salaires et du harcèlement sexuel au travail.

" Nous voulons des droits égaux pour les femmes rurales et urbaines" dit Xie Lihua, d'un centre de développement culturel pour les femmes des régions rurales.

Guo Jianmei, qui est avocate et qui défend les travailleuses ayant porté plainte pour harcèlement sexuel, critique la Fédération officielle des syndicats de Chine, qui représente souvent les entreprises dans les affaires de harcèlement sexuel. Elle a contribué à la rédaction de nouvelles lois mais celles-ci sont " comme des belles au bois dormant" a-t-elle déclaré lors de l'atelier car " aucune structure n'est prévue pour aider ces femmes et leur porter assistance".

" Le gouvernement chinois a besoin d'une politique d'application et de suivi de la RSE pour que celle-ci soit efficace."

En Chine, les droits fondamentaux au travail " sont une question très importante", a dit le Professeur Chang Kai de l'Université de Pékin et expert officiel membre du Comité de l'économie et des finances du Congrès national du peuple. Dans un discours sans complaisance, il a critiqué les multinationales qui ont opté pour la RSE afin d'améliorer leur image plutôt que régler les problèmes sociaux.

Il a averti que beaucoup de multinationales ne réglementaient pas convenablement leurs chaînes d'approvisionnement.

Il a contesté les très longues durées de travail dans les usines chinoises, consistant souvent dans de prétendues heures supplémentaires volontaires. " Les heures supplémentaires sont le seul moyen d'arriver au salaire minimum".



Hong-Kong - au centre des projets de recrutement d'UNI

Campagne réussie à Taiwan

A Taiwan, le recrutement a été ciblé durant dix ans sur les travailleuses et le résultat est là: le nombre de candidates à des fonctions syndicales a fortement augmenté dans le syndicat des communications, le CTWU. La campagne fut cette fois axée sur le thème de l'innovation - finies les salles de bars enfumés où se tenaient les réunions syndicales, à présent, on se retrouve dans les salons chaleureux d'un hôtel, avec des personnalités de la télévision pour mettre en valeur les débats. On a beaucoup parlé, durant ces réunions, et beaucoup chanté.

Les syndicats ont pris des mesures pour rompre avec les traditionnelles interventions de femmes sur la politique familiale, et leur ont offert une tribune pour exprimer leurs opinions aussi sur d'autres sujets. Les droits des travailleurs, l'estime de soi et l'encouragement des femmes à prendre une part active dans les syndicats - tels étaient cette fois les trois thèmes de discussion.

"Il est évident qu'à présent, les femmes deviennent plus militantes - et elles sont de plus en plus nombreuses à briguer des postes dans les élections syndicales" a dit Kao Mei Hsiang, directrice exécutive du CTWU. "Nous avons la certitude que les femmes occuperont davantage de postes dans la direction du syndicat - et si elles s'investissent dans notre travail, elles s'élèveront dans la hiérarchie syndicale et seront plus fidèles au syndicat que les hommes (car moins enclines au carriérisme).

Dans les centres d'appel - où des pressions nouvelles considérables s'exercent sur les travailleurs, "les femmes savent qu'elles doivent élever le ton pour faire respecter leurs droits".

Campagne pour les femmes à Hong-Kong

Les syndicats de Hong-Kong se battent pour améliorer la situation des femmes dans l'ex colonie britannique, qui est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

Rares sont les femmes qui s'élèvent jusqu'au sommet de l'ascenseur social. Bien que plus nombreuses que les hommes dans les universités, 70% des postes de direction et d'administration sont exercés par des hommes. Les avantages sociaux sont faibles ou inapplicables à d'importantes catégories de femmes - notamment les femmes au foyer et celles qui exercent des emplois à bas salaires ou à titre occasionnel.

"Les femmes sont pénalisées" dit Cheung Lai-ha, du syndicat des employés de bureau et l'une des principales militantes de la centrale syndicale indépendante de Hong-Kong, la CTU. "Nous réclamons une réforme de l'actuel système de retraite, et nous voulons que le gouvernement adopte des politiques favorables à la famille pour les femmes qui veulent avoir des enfants".

Les autorités de Hong-Kong souhaitent une augmentation de la natalité - le taux actuel étant l'un des plus bas du monde - mais les possibilités de garde d'enfants à prix modéré sont rares, et les femmes redoutent d'être licenciées si elles attendent un enfant, dit Lai-ha. Et à l'instar des femmes de nombreux pays du monde, les femmes qui travaillent à Hong-Kong subissent de fortes pressions culturelles les incitant à rester à la maison.

"Le gouvernement encourage les femmes à avoir des enfants et demande aux dirigeants d'entreprise de faire en sorte que les travailleurs ayant une famille aient du temps pour s'occuper de leurs enfants. Il n'envisage pas l'idée que les femmes puissent avoir deux emplois."

Alors qu'à Hong-Kong les femmes reçoivent une indemnité de maternité, il n'est pas prévu de congé paternel - bien que certains syndicalistes hommes soutiennent cette idée, dit Lai-ha. Le CTU réclame aussi du temps libre pour les travailleurs puissent se rendre à la maternité ou à l'école.

Beaucoup de femmes ont perdu leur emploi à cause des délocalisations d'usines de Hong-Kong vers la Chine continentale, et ont fini par prendre des emplois de femmes de ménage ou domestique, et ont ainsi perdu leur protection sociale.

"Nous voulons que les travailleurs précaires soient eux aussi protégés par la législation du travail, afin que davantage de femmes puissent avoir une situation décente."

Le syndicat de Lai-ha organise le secteur financier, où les femmes sont rares aux postes de direction et où beaucoup de salariés craignent des représailles si la direction apprend qu'ils sont syndiqués - même dans des banques telles que la HSBC, qui avait pourtant déclaré publiquement qu'elle ne s'opposait pas à l'activité syndicale. Lorsque la HSBC a procédé à des suppressions d'emplois et des transferts, le syndicat a distribué des tracts dans les bureaux et a reçu de nombreux appels téléphoniques. "Des salariés nous ont appelé et ont beaucoup parlé, mais ils ont peur de venir (aux réunions).

Kao Mei Hsiang

Cheung Lai-ha



Action pour la croissance des syndicats à Hong-Kong

UNIdoc appuiera les projets de recrutement à Hong-Kong et Macao

UNI Syndicat mondial entend renforcer la croissance des syndicats à Hong-Kong et intensifier les actions de recrutement afin de soutenir les syndicats de cette région administrative spéciale de la Chine, qui conservera son propre système politique jusqu'en 2047.

L'un des aspects décisifs de la Stratégie d'UNI pour intensifier son action en Chine consiste à promouvoir des syndicats démocratiques à Hong-Kong, Macao et Taiwan.

La région d'UNI-Asie & Pacifique a créé un centre de développement et de recrutement - un UNIdoc - pour appuyer les campagnes, dont Michael Siu assurera la coordination.

"Nous allons écrire une page d'histoire syndicale" a dit Rolf Büttner, d'UNI Poste et logistique et membre de ver.di, lors du lancement du projet en juillet 2006, visant à organiser les 3000 travailleurs de DHL à Hong-Kong. Soutenu par l'affilié allemand ver.di et la Fondation FES, le projet biennal sur DHL inclut également le syndicat des employés des postes de Hong Kong. Ce projet s'inscrit dans une stratégie mondiale consistant à syndiquer les principales plates-formes du géant mondial intégré de la logistique.

Rolf Büttner siège au Conseil de surveillance de la Deutsche Post World Net, qui est propriétaire de DHL - un "intégrateur" en expansion rapide, qui vient juste de racheter Exel, un groupe britannique. DHL opère dans plus de 200 pays, compte 238 centres de transit et emploie 170.000 travailleurs dans le monde.

La campagne mondiale est conduite conjointement par UNI Poste et la Fédération internationale des ouvriers des transports.

Rolf conduisait une délégation accompagnée par Eiichi Ito lors d'une rencontre avec la direction de DHL à l'aéroport de Chek Lap Kok, et s'est ensuite rendu en Chine continentale.

En janvier 2007, les syndicats de la poste et de la logistique de Hong Kong, des Etats-Unis et de l'Allemagne se sont réunis à Leipzig pour discuter la campagne dans les trois super plates-formes de DHL. Ver.di a syndiqué 95 % des effectifs de la plate-forme centrale de DHL à Leipzig et l'affilié Teamsters des Etats-Unis organise à présent la plate-forme centrale de Wilmington, Ohio, avec la coopération de syndicats de pilotes employés par les compagnies aériennes américaines sous-traitantes.

En octobre 2006, un cycle de formation intensive a été lancé pour une équipe de jeunes recruteurs, avec l'aide de la Confédération des syndicats de Hong-Kong et du SEIU, Etats-Unis, marquant le début d'une série d'autres projets. Il s'agit notamment de projets - actuellement à l'examen - pour les travailleurs d'un parc à thème de Disney, pour des gardes de sécurité, des



Des syndicalistes de Hong Kong lors de la conférence sur DHL à l'aéroport de Leipzig

nettoyeurs et des travailleurs du commerce - ainsi que d'autres groupes. Bon nombre de ces travailleurs se plaignent de leurs bas salaires et de longues durées de travail.

Un camp d'un week-end a rassemblé des recruteurs et des affiliés du HKCTU, sous la houlette de Michael Crosby, qui animait les sessions de formation. En groupes de travail, les participants ont exploré de nouvelles méthodes pour prendre contact avec de nouveaux adhérents potentiels suffisamment loin de leur lieu de travail pour ne pas qu'ils s'attirent l'hostilité de nombreux dirigeants d'entreprise.

"On voit s'élaborer des approches nouvelles et novatrices pour recruter et organiser. "Si nous n'organisons pas, nous n'aurons aucun avenir" a dit Michael Crosby.

Dans les RAS de Hong Kong et Macao, il existe un certain nombre de multinationales bien établies - notamment Brinks, Chubb, DHL, Disney, Group 4 Securicor, Sands et Vodafone, ainsi que des géants financiers comme HSBC. Rares sont les conventions collectives conclues jusqu'à présent. Le mouvement comprend des factions en faveur de Pékin et Taiwan ainsi que des syndicats indépendants membres du HKCTU.

"Notre but est de renforcer les syndicats et faire en sorte que les travailleurs de Hong-Kong aient davantage d'influence sur leur vie au travail" a dit Philip Bowyer, Vice-Secrétaire général d'UNI. "Les événements de Hong-Kong sont autant d'indicateurs pour le développement futur des syndicats en Chine continentale."



'Les initiatives de HongKong - indicateurs du futur développement syndical en Chine'

Formation intensive de jeunes recruteurs

Les travailleurs migrants, un enjeu majeur pour la Chine

Xia est un travailleur migrant installé dans le delta de la Rivière des perles en Chine. Un accident avec une scie circulaire dans son usine lui a valu quarante jours d'hôpital en lui laissant un souvenir durable puisqu'il a perdu un doigt.

À présent, il travaille comme volontaire dans le cadre d'un projet qui vise à approcher les travailleurs migrants et les informer de leurs droits, les intégrer dans un réseau et rendre visite à d'autres travailleurs blessés dans les hôpitaux. Xia a fait recours pour obtenir une indemnisation de son employeur - la procédure est toujours en suspens. "La loi n'est pas toujours de notre côté et nous ne savons pas comment utiliser la législation pour faire valoir nos droits" nous a-t-il dit. "Je suis venu ici pour en savoir plus et faire aboutir mon dossier".

Les travailleurs migrants - qui ont quitté leur province d'origine en Chine pour profiter de l'explosion industrielle de sites tels que le delta de la Rivière des perles - représentent une composante majeure de la main-d'œuvre chinoise et ont joué un rôle important dans la transformation spectaculaire de l'économie chinoise.

Mais loin du soutien de leur famille, dans d'étranges villes nouvelles, et privés d'une grande partie de leurs droits sociaux, ils peuvent finir dans les emplois les plus mal payés - et devenir les victimes isolées du manque de protection de la santé et de la sécurité au travail. La santé et la sécurité au travail laissent beaucoup à désirer dans de nombreuses usines de la région, et de nombreux travailleurs payent un lourd tribut pour ces carences.

Zeng Fei Yang est l'un des trois fondateurs du Centre de documentation pour les travailleurs migrants de la ville de Panyu, dans la province de Guangdong - centre qui a été créé en août 1998 afin de remédier à cette situation. "Il y a un déficit d'attention aux problèmes des travailleurs migrants" a-t-il expliqué à un groupe d'UNI-Asie & Pacifique de passage au Centre en juillet 2006.

Le projet consiste à créer un réseau de travailleurs blessés qui coopèrent eux-mêmes à la mise en œuvre du projet et font connaître le centre par le bouche-à-oreille sur les lieux de travail.

Le centre a commencé par diffuser un simple message offrant un conseil juridique aux travailleurs migrants blessés, mais depuis lors il a élargi son champ d'action à la formation juridique et à la sensibilisation des travailleurs à leurs droits, allant leur rendre visite lorsqu'ils sont encore à l'hôpital - tout en œuvrant à la construction d'un réseau.

Durant 5 ans, le projet n'a survécu que par ses propres ressources et reçoit à présent une aide limitée dans le cadre d'un financement de projet.



Zeng Fei Yang au Centre de documentation de Panyu pour les travailleurs migrants

"Il y a un déficit d'attention aux problèmes des travailleurs migrants"

Le 25 janvier 2007, le quotidien International Herald Tribune a signalé que les villes chinoises se bouscuaient pour appliquer la consigne d'éduquer les enfants des travailleurs migrants.

Selon certaines critiques, dans les cas les plus graves, des écoles privées ont été fermées sans que soit prévu un transfert des personnes dans les écoles publiques. L'article a été publié après l'annonce, à Shanghai et ailleurs, que les écoles privées pour les migrants allaient être fermées.

Un deuxième centre a été créé à Panyu, travaillant strictement niveau local, tandis que le centre initial déploie ses activités pour les travailleurs migrants blessés d'un vaste espace industrialisé couvrant le Delta de la Rivière des perles, le Nord de Hong-Kong et Macao. L'organisation a trois missions clairement définies:

- renforcer la sensibilisation aux droits des travailleurs,
- promouvoir l'unité entre les travailleurs et instituer la notion de "conseil neutre",
- promouvoir les intérêts des femmes travailleuses migrantes

Les comités de travailleurs constituent pour les travailleurs chinois un bon moyen d'influence pour faire prendre en compte la santé, la sécurité et les conditions de travail dans leur entreprise. Mais M. Zeng rappelle que ces comités sont vulnérables. "Si les travailleurs constituent de tels comités, il serait facile d'exercer des pressions sur eux ou de les réprimer." Durant la visite, Christopher Ng, d'UNI-Asie & Pacifique, a évoqué la coopération entre les

syndicats de Malaisie et d'Indonésie afin de conseiller les travailleurs migrants indonésiens arrivant en Malaisie. Ce projet a maintenant été étendu aux travailleurs migrants d'autres pays. "Nous voulons des organisations fortes pour représenter les intérêts des travailleurs ici en Chine - et cela doit aussi inclure les intérêts des travailleurs migrants," a déclaré Christopher.

"Le travail des migrants en Chine renvoie à la question des droits de l'homme - car ils n'ont aucun droit politique, social ou à l'éducation - ils n'ont que des droits économiques" a dit le Dr. Liu Kaiming de l'Institute of contemporary Observation à Shenzhen. Les travailleurs venus d'autres régions de Chine - et qui ont joué un rôle majeur dans le développement économique du pays - n'ont pas accès aux droits politiques dans leur nouvelle ville, non plus qu'aux avantages sociaux, et se retrouvent le plus souvent dans des emplois précaires. Il arrive aussi qu'ils ne soient pas payés régulièrement - le Dr. Liu évaluant les arriérés de salaires actuels à un total de 100 milliards de renminbi.



A Shanghai, l'ancien et le moderne se côtoient

À Shanghai, le commerce traditionnel côtoie les magasins modernes. Carrefour compte 92 magasins en Chine - d'autres vont suivre.

Wal-Mart possède 62 magasins en Chine et pourrait acquérir une chaîne de grands magasins urbains de Taiwan.



En images

L'observateur des droits



"Il y a vingt ans, je n'aurais pas pu exister en Chine - je vais partout et je critique" dit le Dr. Liu Kaiming, Directeur de l'observatoire des droits basé à Shenzhen. Son bureau se trouve dans un immeuble d'appartements destinés aux travailleurs migrants. Il reste constructif: "je pense que nous pouvons faire beaucoup en Chine".

Le secteur graphique de Pékin



Les représentants de l'ACFTU à Pékin: UNI Graphique a rencontré des représentants du Département "Industries légères" de la Fédération chinoise des syndicats

Macao - Casino City



Le secteur du jeu est une cible potentielle du recrutement mené par UNI à Macao

La manifestation a obligé les syndicats en faveur de Pékin à hausser le ton, jetant un froid glacial dans les relations entre les syndicats indépendants et le gouvernement.

"Le gouvernement dit qu'il parlera avec les syndicats, mais en réalité il essaie de les supprimer" a dit Jeremy Lei, Secrétaire général sortant du General Workers Union.

Lors d'une visite d'UNI-Asia & Pacific en juillet 2006, les syndicalistes étaient dans la rue pour collecter des signatures pour une pétition adressée au Chef de l'Exécutif de Macao, réclamant l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans au lieu de 65. Les gens faisaient la queue pour pouvoir signer.

"Il est vital d'apporter un soutien renforcé aux syndicats indépendants de Macao, et de les faire participer à beaucoup de nos activités," a déclaré Christopher Ng, Secrétaire régional, à l'issue de la réunion. "Il est important que la campagne développe la démocratie à tous les niveaux en Chine."

Des programmes de formation - y compris l'apprentissage de l'anglais - sont en cours d'élaboration, plusieurs projets de recrutement sont à l'examen, et le Centre de développement et de recrutement d'UNI (UNIdoc), récemment établi dans la ville de Hong Kong relativement proche, apportera une aide directe aux syndicats de Macao.

En compagnie des syndicalistes de Macao, Christopher Ng et Noel Howell d'UNI Nyon ont rencontré le législateur indépendant militant pour la démocratie à Macao, Antonio Ng Kuok Cheong.

Minoritaire dans une législature dominée par les représentants "pro-Pékin" et les partisans des entreprises, le législateur Cheong pourrait être réduit au silence - sur un vote des autres législateurs - afin qu'il ne pose plus de questions embarrassantes (p. ex. au sujet de la vente à bas prix de terrains à des promoteurs, sachant que la frénésie de l'immobilier bat son plein à Macao). Des questions - et des réponses - sont évidemment nécessaires lorsqu'on sait qu'un terrain destiné à la construction de gratte-ciels a été vendu à des promoteurs de Macao pour 900 millions de dollars HK pour être ensuite revendu un mois plus tard à des promoteurs de Hong-Kong pour la somme de 8,5 milliards de dollars HK !

Développer les syndicats de Macao

Les jeux de hasard sont au cœur de la nouvelle économie de Macao, en plein essor - les industries du passé ayant été transférées en Chine continentale. Le secteur du jeu de Macao pèse à présent 6 milliards USD et dépasse ainsi Las Vegas. Des projets d'investissement d'une valeur de 10 milliards USD sont en cours. Macao est le seul endroit de Chine où le jeu est légalement autorisé et où l'afflux de joueurs (provenant principalement de Chine continentale) assure un emploi à 42 000 employés de casinos.

Ce chiffre pourrait passer à 70 000 - et représenterait alors 50 % de l'économie. L'opérateur Sands, déjà hostile aux syndicats, est venu s'installer et lorsque le personnel a voulu créer un syndicat, il s'est débarrassé du sous-traitant (australien) ainsi que des nettoyeurs, de façon à gérer lui-même ce service.

Ainsi, pour UNI Syndicat mondial et UNI-Asia & Pacific, il est évident que dans un secteur du jeu soumis aux puissants intérêts américains, le recrutement devient prioritaire. UNI Jeu tiendra à Macao sa toute première réunion en juin 2007, avec des employés de casinos du monde entier.

Les syndicats indépendants de Macao ont de plus en plus d'influence. Le jour du 1er mai 2006, pas moins de 7000 syndicalistes ont pris part au rassemblement et ont réclamé une amélioration des droits des migrants et des autres travailleurs. Des incidents ont éclaté avec la police et il y a eu quelques arrestations, mais les manifestants ont ensuite été relâchés sans charges retenues contre eux à l'issue d'une protestation de solidarité.



À gauche: signature d'une pétition à Macao pour abaisser l'âge de la retraite

À droite: Christopher Ng, d'UNI-Asia & Pacific rencontre le législateur démocrate de Macao, Antonio Ng Cheong

